



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

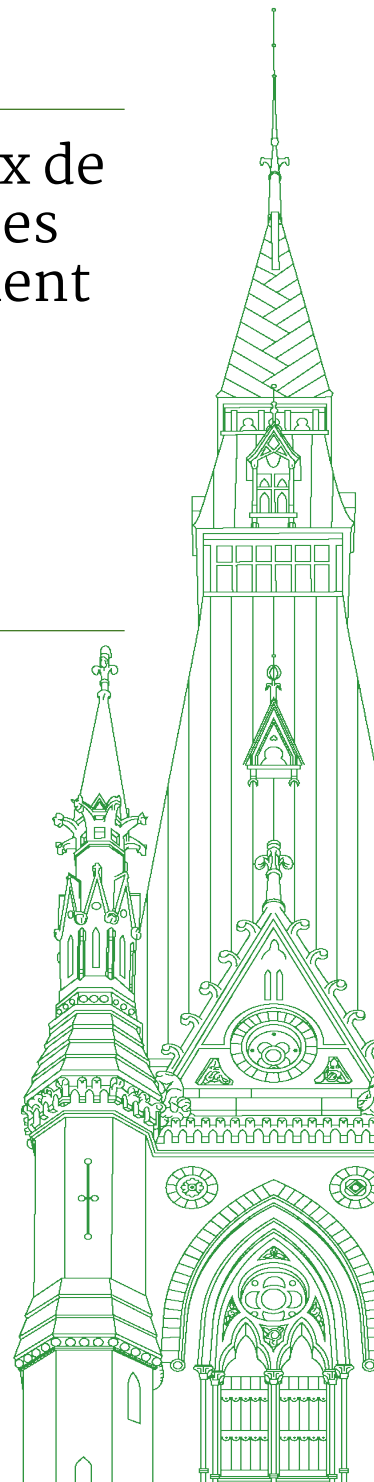
Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 004

PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY

Le lundi 17 novembre 2025



Président : Fayçal El-Khoury

Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le lundi 17 novembre 2025

• (1545)

[Français]

Le président (Fayçal El-Khoury (Laval—Les Îles, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

Bienvenue à la quatrième réunion du Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, le Sous-comité se réunit dans le cadre d'une séance d'information sur la persécution des chrétiens au Nigeria.

La réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride, conformément au Règlement. Les députés peuvent y participer en personne ou au moyen de l'application Zoom.

[Traduction]

J'aimerais faire quelques observations pour la gouverne des témoins et des membres.

Veuillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Les personnes qui participent par vidéoconférence doivent cliquer sur l'icône du microphone pour l'activer, et je vous demande de bien vouloir le mettre en sourdine lorsque vous ne parlez pas. Les personnes sur Zoom peuvent choisir, au bas de leur écran, le canal qui leur convient, soit le parquet, l'anglais ou le français. Les personnes présentes dans la salle peuvent utiliser l'oreillette pour sélectionner le canal souhaité. Je rappelle que tous les commentaires doivent être adressés à la présidence.

[Français]

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue aux témoins.

[Traduction]

À titre personnel, nous accueillons Mme Rosemary Esene, par vidéoconférence. Nous recevons également Mark von Riedemann, directeur des affaires publiques et de la liberté religieuse, et Kinga Schierstaedt, cheffe de section pour le Nigeria, par vidéoconférence. De l'Association of Nigerians in Nanaimo, nous accueillons Mohammed Usman, président. Du Center for Strategic and International Studies, nous recevons Oge Onubogu, directrice et agrégée supérieure de recherche, Programme Afrique, par vidéoconférence. De l'Institut sur la liberté religieuse, nous accueillons le révérend Andrew P. W. Bennet, chercheur principal.

Je vous donnerai à chacun cinq minutes pour faire votre déclaration liminaire.

Je vais commencer avec Mme Rosemary Esene.

Bienvenue. La parole est à vous.

Rosemary Esene (à titre personnel): Bonjour à tous.

C'est avec le cœur lourd que je me tiens devant vous aujourd'hui, portant en moi la douleur d'une tragédie qui transcende les frontières et qui a laissé des cicatrices sur les membres de ma communauté au Nigeria et sur mon âme. Le 24 avril 2018, mon cher ami, le révérend père Joseph Gor, et 15 autres personnes ont été brutalement assassinés dans la zone de gouvernement local Gwer Ouest de l'État de Benue au Nigeria, par des hommes foulanis armés.

Avant l'assassinat de mon cher ami, il avait affiché un message sur sa page Facebook officielle pour exhorter la population et les Nigériens à leur venir en aide, car des hommes foulanis lourdement armés patrouillaient les environs et les menaçaient de mort. Malheureusement, cet appel à l'aide est tombé dans l'oreille d'un sourd et, le 24 avril, il a été assassiné, ainsi que son collègue prêtre et 14 fidèles, dont des femmes et des enfants.

Le père Gor n'était pas seulement un homme de paix. Il était un serviteur de Dieu, un ardent défenseur des intérêts de sa communauté et mon bon ami. Il n'était pas seulement un prêtre. Il était le protecteur des faibles, une source d'espoir pour ceux qui n'avaient littéralement pas voix au chapitre. Son assassinat, ainsi que la tuerie insensée de ses concitoyens, est une tragédie qui n'aurait jamais dû se produire, mais qui fait néanmoins partie de la violence généralisée qui sévit depuis des années dans la région centrale du Nigeria.

Cette violence, alimentée par des conflits ethniques et religieux, a détruit des familles, déplacé des milliers de personnes et déchiré des communautés. Ce n'est pas seulement la perte de vies humaines qui pèse lourdement sur mon cœur. C'est le cycle continu de violence, l'impunité et la peur qui continue de hanter mon peuple. Ces meurtres ne sont pas des incidents isolés. Ils font partie d'une crise généralisée qui mérite l'attention, l'action et la solidarité de la communauté internationale.

Je me tiens devant vous aujourd'hui pour vous demander votre soutien afin de sensibiliser les gens à la crise au Nigeria, plus particulièrement dans l'État de Benue. Nous ne pouvons pas laisser ce carnage se poursuivre sans dénoncer la situation. Nous ne pouvons pas permettre que la mémoire du révérend père Gor et des autres personnes qui nous ont été arrachées passe sous silence. Ils étaient des pères, des mères, des frères, des sœurs, des enfants — des membres d'une communauté dont le seul crime a été de revendiquer la paix, la justice et le droit de vivre sans craindre la violence et de pratiquer leur religion sans être harcelés ou tués.

J'exhorte mes amis canadiens à être solidaires du peuple nigérian durant cette période sombre. Le Canada défend depuis longtemps les droits de la personne, la démocratie et la protection des innocents. Plus que jamais, nous avons besoin de votre soutien afin de demander justice pour les victimes de ces horribles attaques. Nous avons besoin de votre voix pour condamner la violence incessante et faire pression sur le gouvernement nigérian afin qu'il prenne des mesures concrètes pour mettre fin au conflit et obliger les responsables à répondre de leurs actes.

Nous avons également besoin de votre aide pour envoyer un message de solidarité au peuple nigérian. Nous devons lui rappeler qu'il n'est pas seul. La communauté internationale est derrière lui dans sa lutte pour la paix, la justice et le droit à la liberté d'association.

Le père Gor et les 15 autres personnes assassinées en avril 2018 ne sont pas seulement des victimes de violence insensée. Ils sont les symboles de l'espoir qui subsiste dans le cœur des Nigériens. Ils nous ont légué leur courage, leur compassion et leur résilience. Je vous demande d'honorer leur mémoire en ne laissant pas leur mort être vaine. Travaillons ensemble pour veiller à ce que la justice triomphe et que la paix, et non pas la violence, définisse l'avenir de notre patrie.

Je vous remercie.

• (1550)

Le président: Merci. Vous avez respecté le temps imparti.

J'invite maintenant Mme Kinga Schierstaedt, la cheffe de section pour le Nigeria, à prendre la parole. Madame, vous disposez de cinq minutes, je vous prie.

Kinga Schierstaedt (cheffe de section pour le Nigeria, Aide à l'Église en détresse): Bonjour, mesdames et messieurs. Je vous remercie de me donner l'occasion de parler du Nigeria.

Lorsque nous discutons de la violence motivée par la religion, nous voyons trois groupes: ceux qui souffrent, ceux qui commentent et ceux qui travaillent avec les victimes. Aide à l'Église en détresse, ou AED, fait partie de la dernière catégorie.

Par l'entremise des églises locales, nous soutenons des projets et recevons des informations de première main de la part d'évêques, de prêtres et de religieuses de tout le pays. Aujourd'hui, nous parlons au nom de l'église au Nigeria, tant au nord, où les chrétiens font l'objet d'une profonde discrimination, qu'au nord-est et dans la ceinture centrale, où les chrétiens subissent des persécutions extrêmes.

J'aborderai la question de la discrimination en premier.

Des 36 États au Nigeria, 12 dans le nord appliquent la charia. Dans des États comme Sokoto, Zamfara et Katsina, la discrimination est extrême. Un homme musulman, par exemple, peut épouser une femme chrétienne, mais l'inverse n'est pas possible. Les chrétiens accusés de blasphème sont condamnés à de longues peines de détention, et les emplois dans la fonction publique sont largement fermés aux chrétiens à moins qu'ils se convertissent. Un évêque m'a dit récemment, « nous ne serons peut-être pas abattus dans les rues, mais les pressions écrasantes et la discrimination incessante suffisent à briser bon nombre d'entre nous ». C'est ce que beaucoup appellent de la discrimination systémique.

Le deuxième problème est la persécution. Au Nigeria, elle se manifeste sous plusieurs formes: religieuse, ethnique, sociale et histo-

rique. Certains évêques qualifient la violence de génocide. Des églises sont détruites et des chrétiens sont tués à cause de leur foi.

Ce qui est clair, cependant, c'est que la violence ne peut pas être réduite à un récit unique. Par exemple, le banditisme est un problème dominant. Plus particulièrement, les enlèvements touchent autant les musulmans que les chrétiens. Les dirigeants religieux sont des cibles de choix, pas forcément en raison de leur foi, mais parce qu'ils permettent de revendiquer des rançons plus élevées.

Cela dit, dans la ceinture centrale, surtout dans l'État de Benue, la recrudescence des persécutions violentes est alarmante. Les communautés agricoles sont la cible d'attaques, des villages entiers sont détruits, des familles sont assassinées et des millions de personnes sont déplacées. Sur les cinq millions d'habitants de l'État de Benue, environ deux millions vivent dans des camps de personnes déplacées. Les agresseurs sont souvent des membres de tribus foulanies nomades. Les raisons sont complexes: les différends pour la terre et l'eau, les tensions ethniques préexistantes, la violence intercommunautaire et le stress dû aux changements climatiques.

Ce qui est le plus alarmant, c'est la montée de la composante religieuse et de la radicalisation. Des groupes comme Al-Qaïda et l'État islamique ne créent pas de nouveaux conflits, mais intensifient les conflits existants, en injectant une idéologie extrémiste, du financement et des tactiques. Par exemple, nos partenaires signalent que les agresseurs crient « Allahu Akbar », soit Dieu est le plus grand, lorsqu'ils incendient des maisons et tuent des familles.

L'impunité aggrave la crise. Les auteurs de ces crimes sont rarement traduits en justice, et les personnes sur le terrain nous disent la même chose: le gouvernement n'en fait pas assez pour mettre fin à la discrimination systématique ou aux meurtres.

AED soutient l'Église catholique dans tout le pays, mais les besoins varient d'une région à l'autre. À Maiduguri, l'Église offre des services de guérison des traumatismes aux victimes de Boko Haram pour mettre fin à la spirale de violence. Dans la ceinture centrale, où la survie est la priorité, notre aide est axée sur les secours d'urgence et le service de pastorale, dans le but d'apporter un peu d'espoir là où tout semble perdu.

C'est le Nigeria aujourd'hui, une nation où la discrimination et la violence s'entrecroisent, où les groupes confessionnels luttent pour survivre et où le silence du pays et de la communauté internationale demeure assourdissant.

Mon collègue, Mark von Riedemann, qui est responsable de la défense des droits et du rapport sur la liberté religieuse, va mentionner une solution possible.

• (1555)

Le président: Avez-vous terminé, madame?

Kinga Schierstaedt: Oui. Merci.

Le président: D'accord. Merci.

J'inviterais maintenant M. Mohammed Usman, président de l'Association of Nigerians in Nanaimo, à faire sa déclaration.

La parole est à vous pour cinq minutes. Bienvenue, monsieur.

Mohammed Usman (président, Association Of Nigerians in Nanaimo): Merci, monsieur le président et honorables membres du Sous-comité, de m'avoir invité à comparaître aujourd'hui.

Je suis Mohammed Usman, président de l'Association of Nigerians in Nanaimo. Notre association inclut des Nigériens de diverses religions et origines ethniques. Un grand nombre de nos membres ont été directement touchés, par l'entremise de leur famille ou de leur expérience personnelle, par la violence qui sévit actuellement au Nigeria.

Je suis reconnaissant au Sous-comité de son engagement à examiner la persécution des chrétiens au Nigeria. La situation perdure depuis trop longtemps et a dévasté d'innombrables familles et communautés.

La séance d'information d'aujourd'hui met l'accent sur la persécution constante dont sont la cible les chrétiens en raison de leur foi, qui sont tués par dizaines de milliers, qui sont chassés de leur foyer et qui subissent la destruction de leurs églises et lieux de culte. Ces expériences sont réelles, bien documentées et profondément douloureuses, tant pour les survivants que pour les familles de la diaspora qui ont des proches restés au pays.

Bien que les chrétiens soient victimes d'attaques violentes et ciblées, il est important de reconnaître qu'ils ne sont pas les seules victimes de l'insécurité au Nigeria. Partout au pays, les minorités ethniques dans la ceinture centrale telles que les Tiv, les Berom, les Idoma — dont je fais partie — et les Adara, subissent des attaques répétées. Les agriculteurs, les pasteurs, les femmes et les enfants sont pris dans un cycle d'enlèvements, d'extorsions et de déplacements. Les communautés musulmanes ont été massacrées par Boko Haram et d'autres groupes extrémistes. Ce contexte plus général n'enlève rien à la persécution des chrétiens, mais aide à expliquer l'étendue et la complexité de la crise.

La violence est alimentée par de multiples facteurs qui se chevauchent, notamment des lacunes en matière de gouvernance, la corruption, la pauvreté, l'inégalité économique, les rivalités ethniques, les pressions foncières liées au climat qui dressent les éleveurs foulanis nomades — majoritairement musulmans — contre les communautés agricoles composées de chrétiens et de musulmans. Le crime organisé profite de la faiblesse des institutions et du terrorisme. Depuis sa création en 2002, Boko Haram a déclaré que le Nigeria est une entité apostate et s'est opposé à l'État nigérian et à tous ceux qui y sont associés, sans viser aucune religion en particulier.

Les communautés chrétiennes, surtout dans les États de Plateau et de Kaduna, ont subi l'incendie d'églises, la destruction de villages entiers, des déplacements massifs dans des camps surpeuplés, la perte de membres de leur famille, des traumatismes profonds chez les femmes et les enfants et une peur qui limite le culte, l'éducation et la vie quotidienne.

Par ailleurs, les familles musulmanes dans les États de Borno et de Yobe vivent sous la menace constante d'attaques extrémistes. Les groupes ethniques de la ceinture centrale sont victimes de raids répétés. Des écoles, des mosquées, des marchés, des fermes, des établissements gouvernementaux, des stations de police, des bases militaires et même des bâtiments américains ont été incendiés et détruits. Bien que les chrétiens soient souvent les seuls ciblés dans certaines régions, la violence n'épargne aucune religion ni aucune ethnie.

La réponse du gouvernement a évolué au fil du temps avec différentes approches. Ces étapes montrent peu de progrès, mais les défis demeurent immenses.

Les recommandations que notre association a pour le Canada sont les suivantes: renforcer l'engagement diplomatique en encourageant le Nigeria à assurer une protection égale à toutes les communautés à risque, surtout les minorités chrétiennes; accroître l'aide humanitaire pour les ONG qui viennent en aide aux chrétiens déplacés et aux autres victimes, particulièrement les femmes, les enfants et les survivants de traumatismes; aider à retracer le financement des activités terroristes en soutenant les efforts du Nigeria pour trouver les commanditaires et les bailleurs de fonds de Boko Haram et des groupes associés; promouvoir la reddition de comptes en encourageant la tenue d'enquêtes et les poursuites contre les auteurs de violence de masse, peu importe leur origine ethnique et leur religion; investir dans la consolidation de la paix et les systèmes d'alerte rapide en soutenant des programmes interconfessionnels pour la paix et la prévention des conflits dans les communautés; écouter ce que les membres de la société civile ont à dire en faisant participer les survivants, les dirigeants locaux et les communautés de la diaspora; soutenir les initiatives de lutte contre la corruption pour contribuer à renforcer l'indépendance et la capacité des institutions nigérianes de lutte contre la corruption.

La persécution des chrétiens au Nigeria est une préoccupation grave et urgente en matière de droits de la personne. Je vous exhorte tous à ne pas simplifier à outrance une situation sociopolitique très complexe. Les musulmans, les chrétiens et les traditionalistes souffrent tous du même climat d'insécurité. En luttant contre la persécution des chrétiens dans ce contexte plus général, le Canada peut contribuer à promouvoir la justice, la paix et la dignité humaine pour tous les Nigériens touchés.

Je vous remercie de votre temps et de votre engagement dans cette affaire.

Je suis disposé à répondre à vos questions.

• (1600)

Le président: Merci, monsieur Usman. Le temps a été bien respecté, alors merci.

Maintenant, du Center for Strategic and International Studies, j'aimerais inviter Mme Oge Onubogu, directrice et agrégée supérieure de recherche, du Programme Afrique, à faire sa déclaration.

Bienvenue. La parole est à vous pour cinq minutes.

Oge Onubogu (directrice et agrégée supérieure de recherche, Programme Afrique, Center for Strategic and International Studies): Je vous remercie. Bonjour, tout le monde.

Je suis honorée de vous faire part de mes opinions dans le cadre de cette importante séance d'information. Le Center for Strategic and International Studies, ou CSIS, ne prend pas position sur les politiques, si bien que les opinions exprimées dans ce témoignage sont les miennes, et non pas celles de mon employeur.

Au Nigeria à l'heure actuelle, l'origine ethnique, la religion et la langue — pas la nationalité — restent les critères d'identité pour la population nigériane très diversifiée. Si le Nigeria a connu des conflits ethniques et religieux répétés au fil des ans, la diversité ethnique et religieuse de sa population n'est pas le problème ni la cause de ces conflits.

Selon un sondage d'Afrobaromètre de 2021, 9 Nigériens sur 10 se sont dits être disposés à vivre avec des personnes d'ethnies et de religions différentes. Ce sondage a également relevé des niveaux plus faibles de confiance chez les citoyens, 92 % d'entre eux ayant déclaré qu'ils devaient faire preuve de prudence dans leurs relations avec les autres. Ils ont fait valoir que malgré le sentiment d'unité entre les Nigériens, les problèmes de confiance persistent, ce qui a une incidence sur les interactions sociales.

Il est important de comprendre la nature de la violence au Nigeria et ses causes, qui vont au-delà des connotations religieuses ou ethniques qui semblent motiver cette animosité. Un discours réducteur qui cherche à ramener la situation de la sécurité au Nigeria à une seule histoire de persécution généralisée et d'exécutions de masse des chrétiens passe à côté d'autres considérations importantes et interprète mal la complexité de la violence et des relations interconfessionnelles au pays. En réalité, la violence fondée sur la religion et l'ethnie au Nigeria est un symptôme, et les discours haineux et les théories du complot qui l'alimentent souvent ne font que mettre de l'huile sur le feu allumé depuis longtemps par les frustrations des Nigériens face à ce qui est essentiellement un échec de gouvernance.

Le Nigeria est confronté à d'importantes crises de la sécurité qui se chevauchent. Chaque région du pays est littéralement touchée par une forme quelconque de violence et de criminalité. Les menaces pour la sécurité du Nigeria comportent de multiples facettes et se chevauchent. Elles découlent notamment de l'extrémisme religieux, du banditisme, de la concurrence pour obtenir les ressources, des conflits fonciers communautaires et de l'agitation séparatiste. Elles ont également tendance à être ancrées dans l'histoire, entremêlées à la pauvreté et aggravées par les contestations politiques.

Les interactions entre la religion et la politique au Nigeria sont profondes et complexes. Les dirigeants politiques nigériens idéalisent l'unité du Nigeria, mais ne font pas grand-chose pour la cultiver. Au contraire, ils attisent souvent les tensions ethniques et religieuses dans les campagnes électorales, apparemment pour détourner l'attention de leur incapacité à répondre aux besoins de la population qu'ils sont censés servir. Le climat politique conflictuel qui régnait lors des élections de 2023 au Nigeria a illustré cette tendance. Alors que le Nigeria s'apprête à traverser une autre campagne électorale litigieuse, la religion restera un facteur important dans les élections nigérianes de 2027, influençant la sélection des candidats, le comportement des électeurs et les stratégies de campagne, comme nous l'avons vu en 2023.

Il est largement reconnu par tous les Nigériens que la situation de la sécurité dans leur pays s'est détériorée au fil des ans. Les discours qui mettent uniquement l'accent sur les meurtres de chrétiens ont tendance à faire fi du fait que la religion est souvent un facteur secondaire de la violence interne au Nigeria, plutôt que le principal facteur. Bien qu'il y ait certainement eu de nombreux incidents ces dernières années où des groupes religieux ou des lieux de culte ont été la cible d'atrocités, les données laissent entendre que les meurtres motivés explicitement par l'extrémisme religieux ou l'intolérance ne représentent qu'une partie de tous les décès dans l'ensemble du pays.

• (1605)

En 2022, une étude réalisée par le projet Armed Conflict Location and Event Data, ACLED, a révélé que du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2022, dans un contexte où il y avait une montée générale des attaques contre les civils, « les violences qui ciblent précisé-

ment les chrétiens en raison de leur identité religieuse n'ont représenté que 5 % des incidents signalés contre des civils ». Ces dernières années, la majorité des victimes de violence dans la région centrale étaient des chrétiens issus de villages agricoles appartenant à divers groupes ethniques. Il est présumé que la plupart d'entre eux ont été tués par des éleveurs et des milices, principalement musulmans, mais ils n'ont pas été assassinés expressément en raison de leur foi.

Le président: Pouvez-vous conclure?

Nous n'avons plus de temps, mais je vais vous laisser quelques secondes pour terminer.

Oge Onubogu: Merci beaucoup.

Revenons aux causes profondes et à ce que la communauté internationale peut faire à cet égard.

Sans s'ingérer dans les politiques internes, la communauté internationale peut s'engager activement auprès des communautés du Nigeria afin de mieux comprendre les nuances qui ont une incidence sur les conflits au pays. Bien qu'il ne soit jamais avisé d'éliminer la religion à titre de cause d'un conflit, il n'est pas productif de considérer qu'il s'agit de son seul moteur ou de cibler un seul groupe alors qu'il y a de nombreux facteurs en jeu.

Il est évident qu'une nouvelle approche s'impose pour le Nigeria et la communauté internationale. Cette dernière devrait considérer le Nigeria comme un partenaire démocratique et stratégique possible en Afrique. Le gouvernement nigérian, quant à lui, doit placer la responsabilisation des auteurs de crimes au cœur de son intervention. Le peuple nigérian a besoin de cette responsabilisation, qui doit être la priorité.

Merci.

Le président: Nous allons maintenant entendre le révérend Andrew Bennett, de l'Institut sur la liberté religieuse.

Nous vous souhaitons la bienvenue. Vous disposez de cinq minutes. Allez-y.

Le révérend Andrew P.W. Bennett (chercheur principal, Institut sur la liberté religieuse): Merci, monsieur le président. Je vous suis reconnaissant de me donner l'occasion de comparaître devant vous.

Étant donné les témoignages que nous avons déjà entendus, je vais raccourcir mes commentaires et me centrer sur ce qui n'a pas été abordé par mes collègues.

Il est très clair que le Nigeria est un pays en crise sociale. L'organisation nigérienne des droits de la personne, la Société internationale pour les libertés civiles et la primauté du droit, a estimé qu'entre 2009 et 2023, au moins 52 000 chrétiens ont été tués, 18 500 ont été enlevés et sont probablement morts, et plus de 20 000 églises et écoles chrétiennes ont été attaquées. Depuis 2023, cette persécution se poursuit sans relâche.

Entre janvier et août de cette année, on estime que 7 000 autres chrétiens ont été massacrés. Les milices ont brûlé des maisons et des cultures, expulsé des gens de leur territoire pour s'emparer des terres et imposé l'islam de force dans certaines de ces régions.

L'enjeu ne se limite toutefois pas aux différends territoriaux et à la rareté des ressources. Lorsque l'on siège à des comités ou sous-comités comme celui-ci, on entend parler du grand nombre de personnes qui subissent de graves atrocités en matière de droits de la personne. Je tiens à vous rappeler que chacune de ces personnes était un être humain unique et irremplaçable, qui avait une âme et une famille et qu'il faut garder cela en tête lorsqu'on entend ces horribles statistiques.

Les musulmans sont également persécutés, comme vous l'avez déjà entendu. Par exemple, les diverses factions de l'insurrection de Boko Haram sont des djihadistes irréductibles qui mènent ce qu'ils considèrent être une guerre sainte. Cependant, certains d'entre eux ont tué des civils musulmans en plus des chrétiens. En effet, l'idéologie islamiste de Boko Haram ne fait pratiquement aucune distinction entre les deux.

Les chrétiens sont en grande partie ciblés par les massacres perpétrés par les milices fulani. Encore une fois, les raisons sont complexes. La persécution dans le centre du Nigeria dure depuis mars 2010, mais elle a augmenté de façon exponentielle et s'est étendue à d'autres parties du pays.

Les communautés sont choisies comme cibles par les djihadistes. Dans l'ensemble, 2,7 chrétiens ont été tués pour chaque musulman tué au cours de la période de 2019 à 2023. Je fais référence ici à une étude sans précédent de l'Observatoire pour la liberté religieuse en Afrique, qui visait à comprendre la nature de la persécution.

Je réitère que les musulmans sont terriblement touchés par cette violence, mais je crois qu'il est important de soulever la question de la proportionnalité, puisque les chrétiens sont généralement plus visés.

Qu'en est-il des autorités nigérianes dans tout cela? Comme l'a fait valoir l'expert du Nigeria James Barnett de l'Institut Hudson, le pays est aux prises avec de nombreux conflits distincts, mais qui se chevauchent. Certains de ces conflits sont de nature religieuse, mais pas tous. La complexité de la situation a mis en évidence l'incapacité des autorités nigérianes à relever les nombreux défis socioreligieux et sociopolitiques importants qui affligent le pays.

En effet, les mesures insuffisantes prises par les gouvernements successifs et la complicité alléguée des éléments des forces de sécurité ont permis à la persécution religieuse de se répandre comme un cancer, les milices ciblant de plus en plus les communautés musulmanes haoussas du Nord-Ouest.

Peu importe où ces attaques se produisent, l'armée est souvent absente ou ne parvient pas à les contrer par l'entremise d'une mobilisation et de renseignements efficaces. Les milices peuvent agir en toute impunité. Le gouvernement nigérian et ses forces armées semblent incapables de régler la situation de façon décisive. Je tiens à souligner qu'il s'agit d'un cas évident de violation flagrante de la liberté de religion, non pas en raison des restrictions gouvernementales en la matière, mais plutôt en raison de l'incapacité des autorités civiles à s'attaquer aux hostilités sociales qui se manifestent sous la forme de persécution religieuse.

Pourquoi cette situation horrible est-elle ignorée?

Premièrement, de façon générale, l'Afrique est ignorée par les démocraties et les médias occidentaux. C'est un problème endémique, qui ne touche pas uniquement le Nigeria et la situation actuelle.

Deuxièmement, il y a la minimisation du rôle de la religion dans des conflits comme celui-ci. De nombreuses élites occidentales laïques, y compris des acteurs de la politique étrangère, ont été équivoques quant à la nature de la violence, l'ont minimisée ou ont omis de reconnaître l'élément religieux important de ces attaques. Cette attitude était également présente lorsque l'EIIS a déferlé sur l'Irak et la Syrie au milieu des années 2010. La grande majorité des membres de la communauté de la politique étrangère comprennent peu ou ne comprennent pas la religion et la façon dont elle définit non seulement les relations sociales, mais aussi la politique, la culture et même l'activité économique dans la majeure partie du monde. Par conséquent, ils ne sont pas en mesure de voir ces situations telles qu'elles se présentent.

J'ai déjà fait valoir que les diplomates devaient mieux comprendre la religion s'ils souhaitaient aborder efficacement les enjeux présents dans diverses régions du monde.

Que peut-on faire?

Affaires mondiales Canada peut travailler par l'entremise du Groupe de contact international sur la liberté de religion ou de conviction à l'élaboration d'initiatives multilatérales soutenues en matière de politiques et de programmes pour s'attaquer aux causes profondes de la persécution.

Le ministère devrait réorienter son approche en matière de programmes dans le pays en élargissant ses partenariats avec des organismes confessionnels fiables et expérimentés qui disposent de réseaux, d'un engagement soutenu et d'une connaissance approfondie d'une région donnée. Mentionnons, par exemple, Aide à l'Église en détresse, Christian Solidarity Worldwide et le Comité central mentionné.

● (1610)

Enfin, par l'entremise de l'Institut canadien du service extérieur, Affaires mondiales Canada devrait élaborer un programme obligatoire de formation sur la religion et les relations étrangères pour les diplomates canadiens et étrangers, avec des modules ciblés pour chaque pays afin de mieux les équiper des connaissances nécessaires pour mobiliser les acteurs religieux et gérer les enjeux en la matière. Sur le terrain, on peut faire beaucoup, mais il faut comprendre ce qui se passe.

Merci.

● (1615)

Le président: Merci, révérend.

Merci à tous nos témoins.

Nous allons maintenant passer aux séries de questions de députés, à commencer par M. Majumdar.

Vous disposez de six minutes, monsieur. Allez-y.

Shuvaloy Majumdar (Calgary Heritage, PCC): Merci beaucoup.

Je remercie tous nos invités pour leur déclaration. Vous avez été témoins de la perte de centaines de milliers de vies en raison de cet horrible conflit.

Révérend Bennett, je vais commencer par vous. Vous avez dit qu'il y avait de nombreuses raisons pour lesquelles ce conflit particulier n'avait pas été mis en lumière dans les médias internationaux ou dans le cadre de notre débat national. En tant que députés, nous représentons des chrétiens nigériens dans nos collectivités et partout au Canada. Une grande partie de notre politique étrangère — si je peux commencer au niveau macro — a été sécularisée autour des questions de l'état de la démocratie africaine dans différents États ou de la singularité du leadership qui émerge et parfois disparaît au fil du temps... Et il arrive à l'occasion que l'on voit des plans et des stratagèmes environnementaux, qu'il s'agisse d'une centrale solaire ici ou là.

Ce qui est sous-jacent à tout cela, c'est une population et un peuple dont la démographie a radicalement changé au cours des 15 à 20 dernières années, et surtout au cours des 10 dernières années. La croissance de la vie chrétienne en Afrique est une histoire particulièrement intéressante, et une réalité avec laquelle de nombreuses communautés doivent composer, en particulier dans le Nord africain, où certains fanatiques s'y opposent. Il y a aussi la question des ressources et des marchés africains et la façon dont les pays sont en jeu entre le modèle occidental et le modèle de Pékin.

Cette conversation sur la religion et la politique étrangère est difficile. Vous avez passé beaucoup de temps à y réfléchir. Compte tenu des réalités de la vie chrétienne et de la croissance chrétienne en Afrique, mais en particulier au Nigeria — comme nous sommes ici pour en parler aujourd'hui —, quels sont les éléments que les décideurs omettent ou ne prennent pas en compte?

Le rév. Andrew P.W. Bennett: Je crois qu'il faut d'abord reconnaître que les acteurs religieux sont importants dans la vie d'un pays. Nous vivons ici, au Canada, dans un pays très laïc. Nous n'avons pas l'habitude d'échanger avec les acteurs religieux de cette façon. On peut consulter un pasteur local, un évêque, un imam ou un rabbin sur une question précise, mais dans un pays comme le Nigeria, ou dans de nombreux pays du monde, les acteurs religieux sont des joueurs importants, comme je l'ai dit, non seulement dans la vie culturelle ou religieuse du pays, mais aussi dans la vie socioéconomique et politique. Ils ont une grande influence.

La première chose à faire est de reconnaître qu'il est nécessaire d'échanger avec ces acteurs, mais il faut aussi que les diplomates occidentaux utilisent le langage approprié pour ce faire. Ils doivent savoir quel est le moyen le plus efficace de communiquer avec les acteurs religieux. Autrement, non seulement ne leur rendront-ils pas service, mais ils ne serviront pas leurs propres intérêts en tant que représentants du Canada, dans ce cas-ci, ou d'un autre pays. Il faut des échanges et des réseaux approfondis pour nous aider à bien comprendre la dynamique qui règne au sein d'un pays donné. C'est notre talon d'Achille depuis des décennies.

Shuvaloy Majumdar: Merci. C'est une réalité du quotidien qui est souvent négligée.

Dans le contexte du Nigeria de façon précise, comme vous l'avez fait valoir, près de 18 000 églises ont été détruites: c'est une preuve directe des actes violents répandus qui sont commis contre les chrétiens dans ce pays. Est-ce que l'ampleur de la destruction et de la violence contre les institutions religieuses est sans précédent dans le monde?

Le rév. Andrew P.W. Bennett: C'est sans précédent, oui. Lorsque j'étais ambassadeur de la liberté de religion — poste que j'ai obtenu en 2013 —, je me souviens très bien des persécutions religieuses généralisées... les églises ou d'autres lieux de culte brûlés,

que ce soit en Égypte ou au Myanmar. Cependant, je ne me souviens pas d'avoir vu une persécution d'une telle ampleur.

Lorsque le Bureau de la liberté de religion existait — et même avant sa création —, il y avait un programme très efficace en place au Nigeria. En effet, le ministère des Affaires étrangères avait mis sur pied ce programme en collaboration avec diverses communautés de l'État du Plateau, dans la région centrale autour de Jos, en vue de créer des systèmes d'alerte rapide permettant aux communautés de communiquer entre elles en cas d'attaque afin d'éviter que la situation ne dégénère. Nous assurions donc déjà une présence au Nigeria en tant que Canadiens avec des partenaires.

Je crois toutefois que la situation est maintenant si critique qu'il est temps pour nous de renouer le dialogue avec nos partenaires de façon bilatérale, multilatérale et par l'intermédiaire d'institutions internationales et — comme je l'ai dit plus tôt — de façon plus efficace avec les organisations qui ont une connaissance approfondie de ce qui se passe sur le terrain. Nous devons travailler avec eux de manière à nous attaquer aux causes profondes de cette persécution, car il s'agit effectivement d'une situation sans précédent.

• (1620)

Shuvaloy Majumdar: Merci beaucoup.

Révérend Nmadu, je vais m'adresser à vous pour la minute et demie qu'il me reste.

Depuis plus d'une décennie, le conflit a entraîné des centaines de milliers de morts. À votre avis, pourquoi cette situation dure-t-elle depuis si longtemps au Nigeria?

Le président: Excusez-moi. Nous attendons votre réponse.

Monsieur Majumdar, pouvez-vous répéter votre question ou en poser une autre?

Shuvaloy Majumdar: D'accord. Si vous me le permettez, monsieur le président, je vais reprendre une partie du temps perdu et poser une troisième question au révérend Bennett. Je suis désolé pour les problèmes de connexion que nous connaissons.

Révérend Bennett, vous avez présenté des outils pour aider le Canada et d'autres États à soutenir les communautés religieuses en situation de crise. Dans votre déclaration préliminaire, vous avez évoqué des solutions très pratiques. Pourriez-vous nous en dire plus sur ce que devraient faire Affaires mondiales Canada et notre pays pour appuyer les chrétiens persécutés du Nigeria de manière plus significative?

Le rév. Andrew P.W. Bennett: Comme je l'ai dit plus tôt, je pense que nous devons travailler en plus étroite collaboration avec les organisations confessionnelles qui font ce travail, et un certain nombre d'entre elles sont représentées ici aujourd'hui. Je crois toutefois qu'il faut aussi quelque peu innover — si je puis dire — dans la façon dont nous élaborons les programmes et les options stratégiques en examinant les pratiques exemplaires de nos alliés, notamment ceux qui sont peut-être plus engagés que nous au Nigeria. Le Secrétariat du Commonwealth est un organisme sous-utilisé qui peut aussi être très efficace, compte tenu de sa forte présence sur le terrain.

Je pense que nous devons être un peu plus novateurs dans la façon dont nous abordons ce genre de situations... Peut-être en nous tournant vers des partenaires que nous n'avons pas suffisamment sollicités par le passé.

Shuvaloy Majumdar: Merci.

Mark von Riedemann, j'aimerais vous poser une question, très rapidement: de quelle façon la mise en œuvre de la charia dans 12 États du Nord du Nigeria a-t-elle contribué à cette crise?

Mark von Riedemann (directeur des affaires publiques et de la liberté religieuse, Aide à l'Église en détresse): Le problème avec la charia, c'est qu'elle a été intégrée au code pénal, ce qui signifie que ses principes s'appliquent de la même manière à tous les citoyens du Nord du Nigeria. Bien sûr, cela représente un risque tant pour les musulmans que pour les chrétiens, qui souffrent tous de la mise en œuvre d'une loi aussi dure, surtout en ce qui a trait à l'apostasie, aux questions d'expression de la foi et à la violation évidente de la liberté de religion, qui est complètement absente dans le Nord du Nigeria.

Le président: Merci, monsieur Majumdar.

Nous allons maintenant entendre Anita Vandenbeld.

Vous disposez de sept minutes. Allez-y.

Anita Vandenbeld (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier tous les témoins, en particulier ceux d'entre vous qui vivent des tragédies et des situations personnelles dans leurs propres familles et réseaux. Nous entendons d'excellents témoignages aujourd'hui. J'espère que nous pourrions faire la lumière sur une situation qui ne reçoit pas suffisamment d'attention.

J'aimerais commencer par vous, madame Onubogu, parce que vous avez mis en garde contre la simplification excessive de ce conflit. Vous avez parlé un peu des causes profondes, et je pense que vous alliez entrer dans les détails, mais vous avez manqué de temps.

Je me demande si vous pourriez nous en parler un peu. Ce que j'ai compris de vos propos, c'est que la religion est vraiment le facteur secondaire et qu'il faut examiner toutes les causes pour comprendre comment prévenir ce type de violence et y mettre fin. Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet, s'il vous plaît?

• (1625)

Oge Onubogu: Merci beaucoup de cette question. Je vous remercie de m'accorder du temps pour entrer dans les détails.

J'ai grandi à Jos, dans l'État de Plateau. À vrai dire, je suis née aux États-Unis, mais j'ai passé une grande partie de mon enfance à Jos, dans l'État du Plateau, et je me rends régulièrement dans la ceinture centrale. Je suis directement touchée par ces conflits. J'en suis témoin et je suis profondément consciente des répercussions au fil du temps sur des communautés qui étaient jadis dynamiques. On voit que la crise est alimentée par la politique, les différences et la méfiance croissante dans les communautés. Ces conflits s'éternisent. Ils durent depuis de nombreuses années.

Il est extrêmement important, dans le discours ou dans notre perspective sur cette question, de tenir compte des dimensions et des complexités qui composent le conflit. Si on regarde seulement... Je répète une mise en garde que je fais souvent: il n'est jamais sage de dire que la religion n'a rien à voir avec un conflit qui sévit au Nigeria. Il n'est pas non plus utile d'étiqueter un conflit au Nigeria — sachant à quel point la société est complexe — comme étant uniquement causé par la religion. À cause de ces discours, il nous est difficile de nous attaquer aux principales causes profondes

de ce conflit, qui sont multidimensionnelles et qui touchent à différents enjeux, y compris l'absence d'intervention gouvernementale.

Depuis de nombreuses années, l'absence d'intervention du gouvernement laisse libre cours à ce type de discours. Il est important de comprendre quels défis institutionnels au sein du gouvernement expliquent cette absence d'intervention et quels défis au sein des communautés expliquent également l'incapacité à s'unir pour essayer de régler le conflit.

C'est un problème très complexe. Il exige que nous analysions toutes les dimensions du conflit et, comme un des témoins l'a souligné, que nous nous rendions sur le terrain pour discuter avec les résidents des communautés touchées. Ils sont directement touchés par ces conflits. Ils savent quels torts sont causés. Ils comprennent les changements qui se produisent dans leur communauté. Je pense que lorsque nous commencerons à le faire — lorsque nous commencerons à comprendre la complexité du Nigeria —, nous serons un peu plus en mesure, ou encore plus en mesure, de surmonter les défis.

Anita Vandenbeld: Vous avez parlé des échecs en matière de gouvernance et de l'impunité. Le Nigeria est l'un des pays prioritaires pour le Canada dans le cadre de son Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes.

Quel rôle devrait adopter la communauté internationale en matière de prévention et de renforcement des capacités pour que les gouvernements puissent gérer la situation plus efficacement?

Oge Onubogu: Je comprends davantage le partenariat entre les États-Unis et le Nigeria. Je ne peux pas me prononcer sur la nature de la relation entre le Canada et le Nigeria.

Une grande partie des efforts des États-Unis auprès du Nigeria visent la lutte contre le terrorisme. Même si cette aide a été consacrée à la lutte contre le terrorisme, au fil du temps, les menaces n'ont fait qu'augmenter. En 2025, selon l'indice mondial du terrorisme, le Nigeria figurait parmi les 10 pays les plus touchés par le terrorisme. Le classement du Nigeria n'a fait qu'augmenter depuis que le pays figure dans les rangs de l'indice mondial du terrorisme. Cela signifie essentiellement qu'il s'agit davantage d'un problème systémique. C'est un défi institutionnel.

Lorsque nous réfléchissons à la sécurité au Nigeria, nous devons penser à l'ensemble de l'architecture de sécurité du pays. C'est l'un des éléments que je signale aux intervenants parce que, parfois, ils ne comprennent pas la structure de l'architecture de sécurité du Nigeria. Il y a la police centrale. Il n'y a pas de police d'État ou de polices communautaires au Nigeria. Bon nombre des conflits éclatent à l'échelle locale. Lorsqu'un conflit survient à l'échelle locale, en raison de la grande centralisation des services policiers nigériens, il faut appeler la capitale, Abuja, avant que des policiers soient déployés dans la communauté. Très souvent, les policiers qui sont postés dans un État donné le sont peut-être dans la capitale de l'État, alors que bon nombre des conflits surviennent dans des communautés locales et rurales. Les systèmes d'alerte précoce sont importants parce qu'ils permettent aux communautés de rapidement donner l'alerte.

Le Nigeria a procédé à différentes réformes de ses services policiers, mais aucune d'entre elles n'a vraiment été efficace. Il faut vraiment tenter de coopérer avec le Nigeria pour renforcer ses services policiers locaux. Beaucoup de soutien est axé sur l'équipement — l'achat d'équipement lourd —, mais je proposerais de vraiment mettre l'accent sur les services policiers locaux et sur le renseignement.

• (1630)

Anita Vandenbeld: Merci beaucoup.

Il ne me reste que quelques secondes, monsieur Usman, mais vous avez fait des commentaires semblables sur la complexité, les échecs en matière de gouvernance et la nécessité de mobiliser les communautés locales. Pourriez-vous vous prononcer sur ces mêmes enjeux, dans le temps qu'il nous reste?

Mohammed Usman: Merci beaucoup du temps que vous m'accordez.

Oui, le témoin précédent l'a très bien dit: il est difficile d'expliquer en termes simples ce qui se passe au Nigeria. Je m'appelle Mohammed Usman. Les gens ont l'impression que je suis musulman. Mon père est musulman et ma mère est chrétienne. J'ai cinq frères et cinq sœurs. Mes sœurs sont toutes chrétiennes. Je sais que l'un de mes frères est chrétien. Pour ce qui est des autres, je ne saurais le dire. C'est le cas de beaucoup de communautés du Benue. C'est ainsi dans cet État. Je pense qu'on a souvent tendance à attribuer une religion aux autres en fonction de leur tribu ou de leur nom. Dans l'islam, si vous n'êtes pas musulman, vous êtes chrétien: ce sont les seuls choix.

Le problème du Nigeria est attribuable à l'échec du gouvernement. Lorsque Boko Haram a commencé ses activités, ou lorsque le groupe a pris de l'expansion, le président était chrétien. Il a été démis de ses fonctions, et un président raisonnable, un ancien général du nom de Buhari, qui allait s'attaquer à ce problème, a pris le pouvoir. Son vice-président était pasteur. Le président Buhari a été frappé d'incapacité pendant quelques mois, sur une période de quelques années, et le vice-président n'a rien fait. L'épouse du président actuel est une ministre ordonnée. C'est une pasteure.

La religion est un problème au Nigeria, mais lorsqu'on parle du principal problème...

Le président: Pouvez-vous conclure, s'il vous plaît? Nous avons dépassé le temps d'une minute.

Mohammed Usman: D'accord.

Le principal problème n'est pas la religion en soi, mais certains se servent de ce prétexte pour attaquer les fidèles en fonction de leur foi. Le problème du Nigeria, c'est que le gouvernement ne fait rien pour mettre fin à l'insécurité. Le gouvernement permet à ces comportements de se répandre depuis très longtemps.

Merci.

Le président: Monsieur Brunelle-Duceppe, cher ami, vous avez la parole pendant sept minutes.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être parmi nous.

J'arrive tout juste d'un événement qui se tenait avec des Tibétains. Je suis arrivé juste à temps.

Madame Onubogu, les causes de la situation actuelle semblent multiples. D'après les travaux que vous avez réalisés au Center for Strategic and International Studies, ou CSIS, quelle est la principale dynamique qui alimente aujourd'hui l'instabilité au Nigeria?

[Traduction]

Oge Onubogu: Pour répondre à votre question sur la principale dynamique qui alimente l'instabilité au Nigeria, je dirai qu'elle est complexe, comme on l'a dit. Vous savez, cette année, le Nigeria célèbre 26 ans de règne civil ininterrompu. C'est depuis l'indépendance du pays, qui a été obtenue en 1960. Cette année ne marque que 26 ans de règne civil ininterrompu. À bien des égards, le Nigeria s'efforce encore de faire en sorte que ses institutions soient à la hauteur de ses aspirations afin de devenir un véritable pays démocratique.

Certains des témoins ont mentionné à maintes reprises que l'instabilité s'est complexifiée. Au fil du temps, elle a empiré. Des gouvernements successifs ont essentiellement promis pendant les élections qu'ils allaient s'y attaquer. Lorsqu'ils arrivent au pouvoir, on se rend compte que la capacité institutionnelle est insuffisante pour relever ces défis.

Deuxièmement, il y a la question de la volonté politique. Dans bon nombre de ces conflits au Nigeria, comme je l'ai mentionné — et les prochaines élections au Nigeria se dérouleront en 2027 —, des acteurs politiques se sont servis à répétition de la religion et de l'ethnicité simplement pour obtenir le pouvoir. Une fois au pouvoir, ils sont absolument incapables de demander des comptes à ceux qui les ont aidés à être élus. Au bout du compte, le peuple nigérian souffre parce que les politiciens se servent de la religion et de l'ethnicité à des fins personnelles.

C'est une question complexe, qui implique le milieu politique, le pouvoir, la sécurité et la structure de la société. Nous devons comprendre comment chacun de ces éléments est interconnecté pour cerner les causes profondes des conflits au Nigeria, puis trouver des solutions réelles et durables pour y remédier.

• (1635)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Vos travaux vous permettent-ils de distinguer les violences motivées par des facteurs religieux d'avec celles liées, par exemple, à des rivalités territoriales ou économiques?

Y a-t-il moyen de distinguer les différents motifs de violence sur le territoire du Nigeria?

[Traduction]

Oge Onubogu: Oui. Il y a des cas clairs au Nigeria où on peut tracer une ligne directe et dire: « Cet incident s'est produit pour des motifs religieux. » Nous le voyons à des endroits comme l'État de Sokoto ou dans certains États où la charia est appliquée: des gens ont été victimes d'atrocités ou ont été accusés de blasphème simplement en raison de leur religion. Il y a des cas clairs où on peut faire la distinction. Dans d'autres contextes, où les deux motifs sont présents, il est plus compliqué de distinguer les causes.

Différents problèmes se recoupent, et le gouvernement nigérian doit être en mesure de reconnaître, d'une part, les conflits ou les incidents uniquement motivés par la religion et, d'autre part, ceux qui sont complexes et qui ont des causes mixtes. C'est souvent là que le bât blesse. Il faut une volonté politique et des politiciens au pouvoir ayant la force d'affirmer que certains incidents sont principalement motivés par la religion.

Dans le cas de certains incidents et conflits au Nigeria, on peut affirmer avec certitude que la religion était un motif important.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Quel rôle peut alors jouer la communauté internationale?

Je pense à l'Union africaine, à des pays comme le Canada ou encore à un regroupement d'États, comme l'Union européenne.

Quel rôle ces entités pourraient-elles jouer dans ce qui se passe présentement au Nigeria?

Pourrait-il y avoir des forums, sur la scène internationale, où les discussions pourraient avoir un impact sur le territoire du Nigeria?

[Traduction]

Oge Onubogu: Il y a diverses façons d'avoir ces conversations, ainsi que différents forums où on peut les tenir, comme c'est d'ailleurs déjà le cas. Comme l'un des témoins précédents l'a déjà mentionné, les intervenants religieux et les leaders communautaires au Nigeria — en Afrique en général, mais au Nigeria en particulier, car le Nigeria est une société très religieuse — jouent un rôle important dans l'identification de leurs communautés et dans le travail auprès d'elles. Dans différents sondages qui ont été menés au Nigeria, on a demandé aux citoyens à qui ils faisaient confiance à l'échelle locale. Bon nombre d'entre eux ont répondu qu'ils faisaient confiance à leurs leaders communautaires, à leurs leaders traditionnels ou à leurs leaders religieux avant de mentionner leur confiance envers les forces de sécurité.

La communauté internationale peut créer un espace où ces intervenants pourront se réunir et vraiment dialoguer. Le Nigeria est un pays très important dans les relations avec les États-Unis ou le Canada, ou compte tenu de son rôle dans la communauté internationale des nations. Il est temps d'avoir un dialogue honnête avec le Nigeria et de faire intervenir différents acteurs du pays qui se sentent peut-être exclus de ces conversations. Rassemblez les intervenants pour avoir un réel dialogue sous le signe de l'honnêteté.

Il y a une occasion à saisir, et un espace pour ces discussions. De plus, le moment est bien choisi pour avoir ce genre de discussions. Je sais que ce cycle de violence dure depuis trop longtemps, et je pense que tous les Nigériens — peu importe leur religion, qu'ils soient chrétiens ou musulmans — reconnaissent généralement que les niveaux d'insécurité sont très élevés. Vous constaterez que le peuple nigérian est prêt à discuter.

• (1640)

Le président: Merci, madame Onubogu.

[Français]

Merci, monsieur Brunelle-Duceppe.

Monsieur Davies, vous avez la parole.

[Traduction]

Vous avez la parole pour cinq minutes.

Fred Davies (Niagara-Sud, PCC): Merci, monsieur le président.

La discussion sur les problèmes sociaux sous-jacents au Nigeria porte sur le gouvernement dysfonctionnel, comme on l'a décrit plus tôt, et sur des problèmes qui se recoupent — comme le manque d'infrastructures de sécurité, de services de police adéquats, de sécurité communautaire et d'engagement politique.

Je vais poser une question d'ordre général à M. Bennett.

Quelle doit être la première étape, et que peut faire le Canada, compte tenu de la complexité des problèmes sur le terrain? Vous avez mentionné plus tôt qu'une barrière linguistique empêche les démocraties occidentales de jouer un rôle dans la reconstruction si elles sont fondamentalement incapables de communiquer sur le terrain. Comment pouvons-nous combler cet écart?

À votre avis, quelles sont les premières mesures à prendre, d'un point de vue canadien?

Le rév. Andrew P.W. Bennett: Je dirai d'emblée que je suis un expert en liberté religieuse, et non un expert sur le Nigeria.

Je pense qu'il faut d'abord reconnaître les forces du Canada dans ce genre de situation. Comment pouvons-nous soutenir le développement de la société civile? Nous avons un très bon bilan à cet égard, non seulement en Afrique, mais aussi dans d'autres régions du monde.

Comme je l'ai dit, nous devrions mobiliser les intervenants religieux, mais nous devons le faire dans le respect de leur identité. Il faut aussi essayer de comprendre la position qu'ils occupent au sein d'une société, comme l'intervenant précédent vient de le mentionner.

Je pense que nous devons essayer de comprendre comment le Canada peut agir et miser sur ses propres forces. Pour ce qui est des besoins du Nigeria, grosso modo, je dirais que tous les autres témoins les ont énumérés. C'est une question de gouvernance, de renforcement de la gouvernance et de réforme de l'appareil de sécurité. Je laisserais le soin aux autres témoins d'en dire plus à ce sujet. Dans le dossier qui nous occupe, les questions auxquelles je peux le mieux répondre concernent la liberté religieuse.

Fred Davies: Merci.

Monsieur Usman, pouvez-vous poursuivre sur ce thème, pour répondre à ma question? Avez-vous des suggestions précises sur ce que notre gouvernement et notre pays peuvent faire pour aider à trouver une voie vers la paix et la sécurité?

Mohammed Usman: Merci beaucoup.

Oui, cela se résume en un mot: responsabilisation. Je pense que le Canada a les ressources nécessaires pour demander des comptes au Nigeria et au gouvernement nigérian. Le Canada a le pouvoir et l'influence nécessaires pour poser des questions difficiles aux Nigériens, et le gouvernement nigérian devrait y répondre. À mon avis, le monde n'a pas suffisamment tenu le Nigeria responsable, en particulier ses dirigeants.

Si vous leur fournissez des armes et des ressources, qu'arrivera-t-il si cela se retrouve entre les mains des éleveurs? On entend, aux nouvelles ou dans les rumeurs et histoires qui circulent, que ces éleveurs sont mieux équipés que l'armée nigériane. Comment obtiennent-ils ce matériel? Comment se procurent-ils ces fusils, ces hélicoptères et toutes ces armes?

L'idéal serait que le Canada trouve une façon d'exiger que le gouvernement et les fonctionnaires nigériens rendent des comptes. Posez les questions difficiles. Ils devraient donner des réponses directes sur ce qui se passe et sur l'aide que le Canada peut apporter pour régler les problèmes d'insécurité au Nigeria.

J'ajouterai que je suis Canadien et Nigérian. Nous ne voulons pas que le Canada intervienne au Nigeria simplement pour montrer qu'il vient en aide aux chrétiens. Ce n'est pas ainsi que nous voulons que le Canada se représente. Nous voulons que le Canada affirme qu'il intervient pour aider à régler le problème de l'insécurité au Nigeria, ce qui est beaucoup. Il y a tant de situations — enlèvements, demandes de rançon — où des gens finissent par mourir parce que leur famille n'a pas les moyens de payer. Cela n'a rien à voir avec la religion.

Ce qu'il y a à retenir, à mon avis, c'est que le Canada doit trouver une façon de tenir le Nigeria responsable de ce qui se passe.

Fred Davies: Je vous remercie.

En tant que Canado-Nigérian ou Canadien d'origine nigériane, que pensez-vous de la couverture médiatique de ce conflit au cours des dernières années?

Je suis un nouveau député, et dans mes recherches sur cette question, j'ai été frappé, de mon point de vue, par le manque de couverture cohérente concernant ces problèmes et, surtout, par l'absence de discussions sur les solutions. Pouvez-vous faire des commentaires à ce sujet?

• (1645)

Mohammed Usman: Oui. On peut uniquement parler de ce qu'on entend ou de lieux où l'on est allé. Comme l'intervenante précédente, Mme Onubogu, l'a indiqué, bon nombre de collectivités nigérianes passent inaperçues. On n'y trouve ni forces de sécurité ni médias. Ce sont des villages centraux.

Lorsque je faisais partie du Service national de la jeunesse — au Nigeria, il fallait servir le pays pendant un an après l'obtention du diplôme universitaire —, je participais à l'organisation des élections. Certains de mes amis ont dû voyager à dos de vache pour se rendre dans certains villages dans le nord du pays. C'est ainsi que les élections sont truquées: il n'y a pas de médias.

Quant à la couverture médiatique, le Nigérian moyen qui est au Nigeria et qui regarde la couverture internationale dira que ce n'est pas juste. Est-il vrai que les chrétiens sont persécutés au Nigeria? Tout à fait, mais ce qui attriste les Nigériens, c'est que le monde entier regarde la situation et a l'impression que les Nigériens tuent des chrétiens dans la rue et que le Nigeria, en tant qu'État, a un problème avec le christianisme. Selon nous, cela ne correspond pas à la réalité. Ce n'est pas ce que nous sommes. Nous avons un problème de gouvernement, un mauvais gouvernement qui refuse de s'attaquer aux problèmes, mais nous ne sommes pas un pays qui a un problème avec le christianisme. Nous sommes simplement un pays qui a de mauvais dirigeants qui ne s'attaquent pas au problème de l'insécurité.

Le président: Je donne maintenant la parole à M. Zuberi, pour cinq minutes.

Sameer Zuberi (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins de leur présence aujourd'hui, que ce soit par Zoom ou en personne.

J'aimerais d'abord saluer Mme Rosemary Esene. Je vous remercie d'avoir raconté votre histoire. Nous vous souhaitons de la force pour ce qui est de la tragédie qui a touché vos proches.

J'aimerais permettre à M. Usman de poursuivre. Votre déclaration a malheureusement été interrompue, puisque le temps était

écoulé. Avez-vous quelque chose à ajouter concernant votre histoire personnelle, ou des observations quant à la façon dont elle peut servir d'exemple d'une voie à suivre pour le Nigeria?

Mohammed Usman: Je viens d'une très grande famille. Je viens de la tribu des Idoma, qui se trouve dans l'État du Benue, dans le centre nord du pays. L'État du Benue est surnommé le « grenier alimentaire du pays ». Nous avons des terres très fertiles. Les éleveurs prennent le contrôle de nombreuses collectivités.

Avant de venir ici, j'ai appelé mon père pour lui dire que je venais ici pour témoigner. Il en est fier. Il m'a mis en contact avec le président d'un gouvernement local de mon État qui m'a envoyé une liste de collectivités — environ 23 ou 25 collectivités — qui ont été saccagées. Lorsqu'ils arrivent, ces gens ne vous posent pas de questions sur votre religion; ils veulent simplement les terres. Cependant, encore une fois, comme Mme Onubogu l'a indiqué, la police ne rend des comptes qu'au gouvernement fédéral. Le gouvernement de l'État n'a aucun pouvoir. Le gouverneur de l'État du Bénue est un révérend, un pasteur, un chrétien. C'est le gouverneur de mon État, mais il n'a aucun pouvoir de s'attaquer à ce problème.

L'année dernière, le cousin de mon père a été kidnappé. Nous ne pouvions pas payer la rançon. Il a été tué. Il était policier. Il était simplement en déplacement, sur l'autoroute. Ce n'était pas dans le nord, mais dans l'est du pays. Ils ont kidnappé un autobus complet. Si la rançon n'est pas payée, les gens sont tués. Ces choses se produisent rapidement, mais personne... Il n'y a pas de médias. Il n'y a aucune couverture à ce sujet.

Par conséquent, cela me ramène à ce que je disais. Lorsque nous lisons les nouvelles — les commentaires de Trump et du monde occidental qui dépeignent le Nigeria comme un pays où la violence ne touche que les chrétiens —, les Nigériens ont l'impression que ces gens ont une méconnaissance totale du véritable problème, soit une forte insécurité et des préoccupations concernant la sécurité des populations des villages, des femmes et des enfants. C'est tout simplement plus gros que cela.

Sameer Zuberi: En effet. Je vous remercie.

On compte 100 000 Canadiens d'origine nigériane. J'ai des relations très étroites avec bon nombre d'entre eux à Montréal, et je sais que beaucoup nous regardent aujourd'hui ou nous regarderont plus tard. Que conseilleriez-vous aux Canadiens d'origine nigériane pour les aider à faire connaître ce problème? Devraient-ils parler des problèmes qui affligent le Nigeria avec leurs collègues, au travail ou à l'école?

Quels conseils donneriez-vous aux autres qui sont ici au pays?

Mohammed Usman: Mon conseil pour les Nigériens qui sont au Canada, c'est... Ceux qui vivent ici subissent d'énormes pressions. Il y a beaucoup de familles nombreuses au Nigeria. Les gens ont toutes sortes de responsabilités lorsque les proches demeurent là-bas appellent pour les informer de la situation, et ils doivent les aider. Nous sommes un pays très religieux. Nous prions beaucoup. Nous continuerons de prier et de nous tenir responsables — nous-mêmes et les dirigeants de la communauté —, par tous les moyens possibles.

Je suis ici aujourd'hui parce que ma députée, Mme Tamara Kronis, est une personne très passionnée qui s'intéresse à ma communauté. Elle nous écoute et suit nos conseils. Voilà pourquoi je suis ici aujourd'hui. C'est pour moi un privilège d'être ici aujourd'hui.

Nous allons continuer de faire tout cela. Nous sommes des gens forts; nous avons la foi et nous croyons en nos pasteurs communautaires et aux églises que nous fréquentons. Nous maintenons le dialogue avec eux pour relever la barre, pour faire entendre notre voix, pour faire savoir aux autorités que ces choses se produisent et pour échanger des idées sur la façon de faire du Nigeria un endroit meilleur.

• (1650)

Sameer Zuberi: J'aimerais poser la même question à Mme Onubogu: que peuvent faire les Canadiens d'origine nigériane pour faire connaître ce problème?

Oge Onubogu: Je vous remercie beaucoup de la question.

Je vais adopter une perspective plus mondiale, car je ne suis pas Canadienne. Je vais plutôt parler de ce que la communauté internationale peut faire pour améliorer la situation.

Comme je l'ai mentionné, simplement dans la communauté des nations, l'importance et la pertinence du Nigeria ne peuvent être ignorées. D'ici 2050, la population du Nigeria dépassera celle des États-Unis. Notre pays compte actuellement plus de 220 millions d'habitants. C'est une population très jeune, formée de gens dynamiques et tout simplement formidables qui sont pleins de vie et veulent que les choses bougent.

Pour les citoyens nigériens, il s'agit d'une occasion de travailler ensemble, quelles que soient leur religion et leur origine ethnique. Je pense qu'il existe déjà des données qui démontrent que les Nigériens sont prêts à travailler ensemble pour sensibiliser les gens à cette question, aux préoccupations et lacunes liées à la gouvernance de base et aux lacunes institutionnelles.

Le Nigeria et les Nigériens sont plus...

Le président: Pouvez-vous conclure, s'il vous plaît?

Oge Onubogu: Merci beaucoup. Je vais m'arrêter ici. Merci.

[Français]

Le président: Merci.

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole pour cinq minutes.

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Monsieur Nmadu, pouvez-vous nous parler des formes de violence que subissent le plus fréquemment les minorités visées dans les régions les plus touchées, actuellement?

[Traduction]

Le président: Pouvez-vous répondre, s'il vous plaît?

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: La question d'adresse au représentant de Christian Solidarity Worldwide Nigeria.

On me dit qu'il n'est pas présent.

Madame Onubogu, j'aimerais vous laisser compléter votre réponse, puisque vous avez été interrompue.

[Traduction]

Oge Onubogu: Merci beaucoup. C'est très gentil de votre part.

Au Nigeria, les possibilités surpassent certainement les problèmes que l'on observe aujourd'hui. Il est important que tous les Canadiens d'origine américaine, les Canadiens d'origine nigériane,

les Américains d'origine nigériane, la communauté internationale et tous les amis du Nigeria, essentiellement, soient solidaires du peuple nigérian, car de nos jours, les gens ont plus de choses en commun que de choses qui les séparent.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci.

Monsieur Bennett, selon vous, quelle devrait être la priorité du Canada, présentement, non seulement en ce qui concerne la situation au Nigeria, mais aussi à l'égard de la liberté religieuse? La question est large, mais elle est importante.

[Traduction]

Le rév. Andrew P.W. Bennett: En ce qui a trait à la liberté religieuse dans le monde, je pense que la priorité pour le Canada doit être de reconnaître, comme je l'ai dit plus tôt, que dans la plupart des pays où la religion joue un rôle important, la religion façonne l'identité de ces pays ainsi que leurs interactions, non seulement avec d'autres pays semblables, mais aussi avec le monde entier. Moins nous savons comment tenir compte de l'aspect religieux, pour ainsi dire, moins nous pourrions en tenir compte dans un contexte de politique étrangère, et plus nous serons gravement désavantagés. Nous avons ce que j'appellerais un angle mort diplomatique, qui est une incapacité de savoir comment dialoguer avec des gens religieux.

Je vais vous donner un exemple. Lorsque j'étais ambassadeur pour la liberté religieuse, l'un de nos hauts-commissaires est revenu à Ottawa pour une visite estivale. Le haut-commissaire était allé dans deux pays où la population était formée de musulmans et de chrétiens. À son retour, le haut-commissaire m'a dit qu'il avait rencontré un évêque, et j'ai demandé s'il s'agissait de l'évêque anglican ou de l'évêque catholique. Il a répondu: « Je n'ai jamais étudié la théologie, alors comment pourrais-je le savoir? » C'était une réponse plutôt surprenante venant d'un diplomate canadien.

Ce serait comme demander à l'évêque de ce pays, après une rencontre avec un ministre canadien, s'il a rencontré le ministre du Commerce ou le ministre des Affaires étrangères, et d'avoir comme réponse: « Je saurais le dire, je n'ai jamais étudié en sciences politiques. »

Le Canada doit s'attaquer à ce problème. Pas seulement le Canada, mais aussi d'autres sociétés occidentales ou démocraties occidentales, qui sont très laïques. Si nous voulons intervenir efficacement sur la scène internationale en misant sur nos atouts canadiens, avec ce que nous pouvons offrir dans un cas comme le Nigeria, nous devons être capables de le faire à ce niveau-là, car c'est ainsi que ces sociétés fonctionnent. Nous devons vraiment nous efforcer de réduire cet angle mort diplomatique. Je pense qu'il s'agit d'un problème continu que nous devons corriger, grâce à la formation de nos diplomates, pour en faire les diplomates les plus efficaces sur le terrain, où que ce soit.

• (1655)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: En somme, vous me dites qu'à la base, la priorité devrait être de s'assurer que les diplomates ont une formation adéquate et d'y aller plus en profondeur dès qu'on touche aux questions religieuses.

Est-ce bien cela?

[Traduction]

Le rév. Andrew P.W. Bennett: Essentiellement, les diplomates devraient être capables d'examiner une situation particulière, comme un conflit au Nigeria, et d'en comprendre l'ensemble des manifestations ainsi que leur interaction.

Encore une fois, si l'on se retrouve devant une situation purement considérée comme une crise humanitaire, mais sans comprendre qu'elle découle d'antécédents religieux ou coloniaux différents, de problèmes économiques ou d'autres facteurs, ce manque de compréhension nous empêchera d'être efficaces, comme je l'ai dit, dans nos discussions sur des questions à multiples facettes.

Je ne dis pas que nous devons tous devenir des théologiens, mais il faut au moins avoir une meilleure compréhension des questions religieuses.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Quel effet concret cela aurait-il dans une situation comme celle qui nous préoccupe aujourd'hui, soit celle qui existe présentement au Nigeria?

[Traduction]

Le rév. Andrew P.W. Bennett: Encore une fois, comme je l'ai mentionné...

Le président: Veuillez répondre brièvement, s'il vous plaît.

Le rév. Andrew P.W. Bennett: D'accord. Comme je l'ai mentionné dans ma déclaration, je pense que le Canada doit trouver des façons d'intervenir dans cette situation par l'intermédiaire de ceux qui la connaissent le mieux. Il faut trouver les partenaires les mieux placés pour régler certains des problèmes auxquels le Nigeria est confronté, mais selon une perspective nigériane, et pas seulement selon le point de vue canadien.

Le président: Merci.

Je donne maintenant la parole à Mme Tamara Kronis, pour cinq minutes.

Bienvenue.

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je tiens d'abord à remercier tous les témoins. Vous avez livré des témoignages très nuancés et délicats sur les complexités du conflit au Nigeria. Je vous en suis très reconnaissante. J'aimerais utiliser mon temps de parole pour revenir sur les répercussions du conflit sur le plan humain.

Madame Esene, Rosemary, dans votre déclaration préliminaire, vous nous avez parlé d'un ami proche, un prêtre, qui a été tué avec un collègue ainsi que 16 paroissiens à l'Église catholique St. Ignatius, je crois, à Mbalom, au centre de l'État du Benue. Je tiens d'abord à dire que nous honorons leur mémoire aujourd'hui. Je tiens à vous remercier d'avoir exprimé votre douleur.

Même si je reconnais que le conflit comporte de multiples facettes et que ses causes ne se limitent pas à la religion, il va sans dire que les répercussions du conflit prennent toujours une dimension très personnelle lorsque c'est votre église qui a été incendiée.

Vous avez parlé de liberté d'association. Vous avez parlé de communauté. Je me demande si vous pourriez en dire davantage sur ce que vit une famille ou une congrégation chrétienne — ou toute congrégation — qui tente de demeurer en sécurité dans ce conflit.

• (1700)

Rosemary Esene: Merci beaucoup de m'avoir invitée à témoigner.

Mes collègues ont bien décrit le contexte des meurtres perpétrés dans le centre-nord du Nigeria, région appelée aussi « ceinture centrale ». Les forces policières sont centralisées, tout comme le sont en grande partie les quartiers généraux et le commandement. Les personnes qui sont confrontées à cette insécurité et privées du droit de s'associer librement vivent pour la plupart dans l'arrière-pays, où elles n'ont pas accès aux médias et aux services de police centralisés. Elles n'ont pas accès non plus aux services gouvernementaux; elles reçoivent au mieux des services minimes. La plupart des habitants de ces régions ne vont pas à l'église parce qu'ils ne peuvent pas se déplacer librement. La plupart ne travaillent pas. Ils ne peuvent pas aller à leur ferme parce que les travailleurs agricoles sont ciblés par des attaques. Les habitants ne peuvent que rarement travailler librement dans leur localité à cause des meurtres et de toutes ces violences.

J'ajouterais que le Nigeria compte un grand nombre de camps pour personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont la plupart ont été évacuées de leur localité et privées de leur droit de s'associer librement. Elles ne peuvent pas assister librement à des services religieux. Elles ne peuvent pas vivre librement. Ces personnes vivent dans ces camps. À ma connaissance, ces problèmes surviennent surtout dans les régions et les localités rurales.

Je suis désolée. Il y a de l'écho. J'ai des problèmes avec mon micro.

Tamara Kronis: Je suis désolée. Je pense que nous avons un problème technique, mais merci beaucoup de votre réponse.

Pendant que nous réglons le problème, M. Usman, je vais revenir à vous. Je tiens d'abord à vous remercier d'avoir fait ce long voyage pour nous rencontrer en personne.

Le Canada compte une importante diaspora nigériane, qui va en s'accroissant. Vous représentez très bien cette grande communauté, et je vous en remercie.

Je me demande quel rôle le conflit au Nigeria a joué dans la décision de certains Nigériens de venir au Canada.

Mohammed Usman: Merci beaucoup de la question.

Cette décision est motivée en grande partie par l'insécurité qui règne dans de nombreuses régions rurales au Nigeria. Les personnes qui ont de l'argent ne se sentent pas en sécurité parce qu'elles ont peur qu'on leur dérobe leurs biens.

Nous soulignons tout à l'heure que le problème plus vaste ne se réduisait pas à la religion. La grande insécurité qui sévit découle essentiellement de la mauvaise gouvernance, de la pauvreté et du manque d'emplois. Par exemple, pour travailler dans un McDonald au Nigeria, il faut probablement une maîtrise. Les personnes ordinaires ne peuvent pas décrocher ces emplois.

Lorsque nous migrons au Canada, c'est pour saisir la chance d'accéder à une belle vie. Nous poursuivons le rêve canadien qui nous donnera la sécurité et un emploi. De nombreux Nigériens aiment leur vie au Canada et la considèrent comme précieuse parce qu'elle leur donne aussi les ressources pour aider leurs proches restés au pays. Cette vie ne se trouve pas seulement au Canada, mais aussi dans d'autres pays où migrent les Nigériens. Il existe plusieurs raisons pour lesquelles les gens migrent, mais l'insécurité fait partie des principales.

Le président: Merci.

Je cède la parole à Mme Dhillon pour cinq minutes.

Anju Dhillon (Dorval—Lachine—LaSalle, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je vais commencer par M. Usman.

Merci beaucoup de nous avoir parlé de votre parcours et de votre histoire familiale, notamment de votre père.

Vous avez dit que vos frères et sœurs pratiquent deux grandes religions, le christianisme et l'islam. Vous et d'autres témoins avez insisté sur le fait que le problème ne s'explique pas uniquement par la religion. Ce sont les différences ethniques et culturelles qui provoquent les divisions et les conflits.

Je vais vous poser une question que j'estime très importante. Pensez-vous qu'en parlant seulement de religion et des divisions causées par la religion, on risque en fait d'accentuer l'isolement et d'accroître encore plus la polarisation et les antagonismes des différents camps au lieu d'amener les gens à s'unir pour trouver une solution?

• (1705)

Mohammed Usman: Merci beaucoup. C'est une excellente question.

Au point où en sont les choses au Nigeria, les chrétiens, les musulmans ou les traditionalistes vont accepter toute aide qui leur est offerte. De l'aide destinée aux chrétiens profitera à l'ensemble du peuple du Nigeria parce que cette aide ne peut pas vraiment être compartimentée. Si l'objectif est de résoudre le problème de l'insécurité, il est impossible de verser de l'aide uniquement aux chrétiens; elle ira à tous ceux qui en ont besoin.

À propos de la division des Nigériens, je pense que ce serait difficile à réaliser en raison des liens profonds qui existent au sein des communautés. Des messages comme celui du président des États-Unis sur X, dont la teneur et le contenu manquent de nuances, dressent un portrait très incomplet de la situation.

Je ne pense pas que cela diviserait les Nigériens. Au point où nous en sommes, la situation si affreuse que nous accepterons toute l'aide possible, pourvu qu'elle soit utile.

Anju Dhillon: Ce que vous dites est bouleversant parce que la situation est désespérée.

Comme mon collègue, M. Zuberi, l'a souligné, le Canada compte une grande communauté nigérienne. Je suis moi aussi très près des membres de cette communauté. J'ai eu des conversations avec bon nombre d'entre eux, particulièrement à propos de cette situation qui les trouble profondément.

Les membres de la diaspora veulent que leurs compatriotes au Nigeria vivent en paix et dans le respect mutuel, comme ils le font au Canada. Qu'y a-t-il de différent là-bas? C'est la question que

nous voudrions vous poser. Pensez-vous que la coexistence est possible?

Il ne me reste plus beaucoup de temps, mais au sujet des déplacements à l'intérieur du Nigeria, les réfugiés sont-ils répartis dans des camps distincts? Comment les déplacements au pays sont-ils gérés?

Mohammed Usman: Encore une fois, merci beaucoup de la question.

J'ajouterais seulement qu'une chose sur laquelle les Nigériens sont certains et unanimes, c'est qu'ils ne veulent pas que se produise chez eux ce qui s'est produit en Libye, en Syrie, en Irak ou en Afghanistan. Ce n'est pas ce que souhaite le Nigeria. Ce n'est pas ce que nous voulons. Nous voulons de l'aide, mais pas d'intervention.

Les camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays se trouvent dans différents États et dans différentes régions. L'Église en a fait beaucoup pour un grand nombre de ces camps. Le gouvernement a ses propres camps également. Toutefois, aussi utiles qu'elles puissent être, ces solutions ont été adoptées en réaction, et non pas en amont.

À ce stade-ci, nous voulons davantage de solutions proactives qui permettraient aux déplacés de retourner chez eux au lieu de se retrouver dans des camps. Nous travaillons et nous prions pour cette solution.

Anju Dhillon: Les personnes qui recherchent de l'aide au pays ne sont pas réparties en fonction de leur religion ou de leur origine ethnique. Vous dites que l'aide est offerte à tout le monde. Est-ce exact?

Mohammed Usman: C'est exact.

Anju Dhillon: C'est parfait.

Pourriez-vous nous parler de la saisie des terres? Vous avez mentionné à quelques reprises que les terres sont convoitées. Pourriez-vous nous dire qui est la tête dirigeante? Qui donne à ces gens la capacité de saisir des terres?

Comment ces gens ont-ils l'audace — je ne parlerais pas de courage — de s'emparer de terres qui appartiennent à quelqu'un? Qui les soutient?

Mohammed Usman: Ce n'est pas facile de répondre à cette question. Il y a beaucoup de rumeurs, et il y a de nombreuses raisons pour lesquelles ces choses arrivent.

Comme je le disais, les terres de l'État de Benue, par exemple, sont très fertiles. Des nouvelles, des rumeurs et des informations se répandent voulant que des ressources naturelles aient été découvertes en grande quantité dans des États comme Nasarawa. Le bruit court voulant que des pays ou des gouvernements s'approprient ces ressources et paient des éleveurs pour repousser les villageois.

Nous nous demandons alors pourquoi le pays ne fait rien pour contrer cela. Le Nigeria a toujours été une force militaire majeure en Afrique comme en témoigne son rôle dans l'ECOMOG ou dans d'autres forces du même type. Pourquoi l'armée nigérienne ne peut-elle rien faire contre le Boko Haram et les éleveurs?

C'est là qu'entre en jeu la reddition de comptes. Le Canada doit demander des comptes au Nigeria. Il doit lui demander pourquoi ses forces terrestres ne résolvent pas le problème de Boko Haram et des éleveurs étant donné la puissance notoire de l'armée nigérienne en Afrique.

Comme d'autres témoins l'ont dit, les problèmes sont liés à la politique et aux gains personnels qu'en tirent certains individus. La religion joue aussi un rôle, mais ce n'est pas le facteur principal.

Anju Dhillon: Selon l'ensemble des témoignages aujourd'hui, la situation n'est pas causée par la division entre les religions des uns et des autres. De fait, la religion est un prétexte qui sert à dissimuler toute une combinaison de facteurs.

Vous avez mentionné Boko Haram et vous avez dit que ce groupe tuait aussi des musulmans. Serait-ce un élément d'explication? Le groupe agit selon une idéologie, mais il commet des actes de violence contre les musulmans. Je ne vois pas la logique.

• (1710)

Le président: Excusez-moi de vous interrompre, mais votre temps est écoulé.

Anju Dhillon: Je suis désolée. Merci beaucoup.

Le président: Je vais vous accorder 10 ou 15 secondes, mais pas plus.

Mohammed Usman: Merci beaucoup.

Oui. Comme vous l'avez dit, les violences commises par Boko Haram n'étaient pas motivées par la religion. Elles étaient dirigées contre le pays. Si vous êtes musulman et que vous prêchez contre Boko Haram, des membres de ce groupe viendront brûler votre mosquée. Ils tuent des fidèles dans les mosquées. Leur mode opératoire se fonde sur le terrorisme, et non pas sur la religion.

Le président: Merci.

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole pour cinq minutes.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Monsieur Usman, vous venez de nous dire que le Canada devait demander des comptes au Nigeria. Normalement, le Nigeria constitue une force en Afrique. Cependant, ce pays n'est pas capable de faire le travail, comme on dit.

De quelle façon le Canada doit-il demander des comptes?

Faut-il passer par un système de sanctions envers certains fonctionnaires ou certains chefs de l'armée?

Est-ce ce genre de demande que vous faites ici, au Sous-comité?

[Traduction]

Mohammed Usman: Merci beaucoup de la question.

Pour être honnête, je ne possède pas l'expertise ou les connaissances pour dire de quelle manière le Canada pourrait demander des comptes au Nigeria. Au quotidien, je suis gérant d'une succursale bancaire. Je dois rendre des comptes, tout comme mes employés et la banque en tant qu'organisation. Je suis tenu responsable de ce qui se passe, que les choses aillent bien ou mal.

À propos des sanctions, je ne serais pas en faveur de mesures qui mettraient en péril la survie des Nigériens. Je n'appuierais jamais des mesures comme celle-là.

Les politiciens et les dirigeants doivent répondre à des questions difficiles. Ils ne peuvent pas voyager aux quatre coins de la planète et traiter comme des sous-humains des Nigériens musulmans, chrétiens, traditionalistes ou de n'importe quelle autre confession. Les spécialistes en relations internationales pourraient dire sous quelle

forme pourrait se faire cette reddition de comptes, mais il faut surtout que le Nigeria, lors d'une réunion avec le Canada, lui dise clairement quels sont les problèmes, l'aide dont il a besoin pour les résoudre et les moyens à prendre pour y arriver, au lieu de chercher des faux-fuyants et de laisser se perpétuer les meurtres de Nigériens innocents.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Vous nous avez aussi dit que vous ne souhaitez pas qu'il y ait une intervention. Toutefois, vous avez besoin d'aide. C'est clair. Je pense qu'un appel est lancé ici.

Cela dit, selon vous, quelles seraient les conséquences si, justement, il n'y avait aucune réaction à l'échelle internationale relativement à la crise qui se déroule présentement au Nigeria? Je pense que c'est un peu ça aussi que les gens doivent comprendre au Sous-comité.

Quelles seraient les conséquences de l'inaction internationale relativement à la crise actuelle au Nigeria, dont l'inaction du gouvernement canadien?

[Traduction]

Mohammed Usman: Merci beaucoup encore une fois de la question.

Si le Canada ou d'autres gouvernements dans le monde n'agissent pas, nous craignons que ce qui se passe en ce moment continue à s'aggraver. Rien ne va changer.

Comme ma collègue, Mme Onubogu, le disait tout à l'heure, des élections sont prévues pour 2027. L'agitation a tendance à s'intensifier pendant la période des élections. La question est toujours de savoir qui obtiendra les votes des régions du Nord, du Sud et de l'Est du Nigeria. Ce sont les votes du Centre-Nord qui décident du gagnant. Les candidats essaient de politiser la situation. Ils font des promesses. Ils rallient une partie de la population, et une fois au pouvoir, ils ne font rien.

L'inaction de la communauté internationale maintiendra le statu quo. D'autres églises seront brûlées et d'autres musulmans seront tués. La saisie des terres agricoles se poursuivra et d'autres habitants seront chassés de leur village et de leur maison. Ce cycle se poursuivra impunément. La situation des Nigériens et du Nigeria s'améliorerait si la communauté internationale tenait le Nigeria responsable sous une forme ou une autre en demandant aux dirigeants de dresser un plan et de prendre à la face du monde des engagements qui seraient formulés ainsi: « Voici le plan. Voici ce que nous faisons, l'aide dont nous avons besoin et la façon dont nous allons résoudre la situation. »

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci.

Comme des élections s'en viennent, n'est-ce pas là justement une occasion pour la communauté internationale de demander aux autorités en place d'arrêter les violences et, sinon, de se mêler de ce genre d'élection?

• (1715)

[Traduction]

Oge Onubogu: Je suis désolée, mais je n'ai pas compris votre question. Je ne vous ai pas entendu.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Tantôt, vous avez parlé d'élections.

Le président: Votre temps de parole est écoulé, monsieur Brunelle-Duceppe, mais je peux vous donner 15 ou 20 secondes de plus.

Alexis Brunelle-Duceppe: N'y a-t-il pas une occasion, pour la communauté internationale, d'utiliser le fait que des élections s'en viennent pour mettre de la pression sur les autorités politiques en place?

[Traduction]

Oge Onubogu: Oui. Ce serait aussi une bonne occasion de travailler avec la société civile nigériane en prévision des élections de 2027. Il faut profiter des élections qui s'en viennent.

Le président: Merci.

Monsieur Scheer, vous avez la parole pour cinq minutes.

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je vais partager mon temps avec Mme Kronis. Je vais seulement prendre deux minutes et demie si c'est possible.

Merci beaucoup aux témoins de participer à cette réunion extrêmement importante. Une chose que j'ai retenue des déclarations liminaires est la nécessité de faire connaître ce qui se passe. Mme Schierstaedt a dit, si je ne m'abuse, que le silence est assourdissant. Avant la réunion, j'avais une compréhension superficielle de la situation. Vous m'en avez énormément appris sur le conflit, et je vous en remercie.

J'aimerais discuter un peu des causes et des moyens à prendre pour attirer l'attention sur ces problèmes. Certains conflits ailleurs dans le monde enregistrent le même bilan sur le plan des déplacements, des pertes de vie et de la persécution, mais obtiennent énormément d'attention médiatique, au point que les ordres de gouvernement inférieurs, y compris les élus municipaux, sont sommés de se ranger dans un camp ou dans l'autre.

Monsieur Bennett, pourriez-vous nous expliquer cela? Pourquoi les médias canadiens et peut-être aussi les médias internationaux ne relayent-ils pas la situation au Nigeria? Que pourrions-nous faire de plus pour la mettre en lumière? Je pense qu'un des témoins a souligné le manque d'attention médiatique et politique. Ces deux choses sont imbriquées parfois. L'attention politique est proportionnelle à la sensibilisation faite par les médias.

Le rév. Andrew P.W. Bennett: Merci beaucoup de la question.

Comme le disait l'un de mes professeurs de théologie, c'est la question n° 6 502 que l'on pose lorsque l'on arrive au ciel. Il est très difficile de répondre à cette question. Les médias canadiens ont évidemment une portée limitée. Je pense qu'il leur est généralement difficile de se concentrer sur ces questions. C'est un problème endémique; un défi endémique.

Nous devons reconnaître qu'au Canada, nous ne disposons pas des informations dont nous avons besoin. Nous devons donc nous rendre dans ces endroits où nous pouvons les trouver. Comme je l'ai déjà dit, nous pouvons nous tourner vers de nombreux orga-

nismes — les témoins qui comparaissent aujourd'hui devant ce comité représentent nombre d'entre eux — pour mieux comprendre et analyser la situation. Il faut bien sûr que la communauté nigériane au Canada joue un rôle plus important pour informer le gouvernement de ce qui se passe. À ce titre, la présence de M. Usman ici est très précieuse.

C'est une chose que j'ai constatée lorsque j'étais ambassadeur: on peut vraiment puiser dans les communautés présentes au Canada pour mieux comprendre la dynamique qui existe sur le terrain dans leur pays d'origine. Je pense que nous l'avons vu aujourd'hui. À mon avis, nous ne pouvons rien faire, par l'intermédiaire de ce sous-comité, pour inciter les médias canadiens à élargir leur portée.

Tamara Kronis: À ce sujet, j'aimerais revenir à M. Usman, si je le puis.

J'aimerais approfondir la question de la responsabilité. D'où provient le financement accordé à Boko Haram et aux éleveurs foulanis?

Mohammed Usman: C'est une question à un milliard de dollars, à laquelle bon nombre de Nigériens ne peuvent pas répondre, ou sur laquelle ils ne peuvent que spéculer. Est-ce que ce financement provient du gouvernement, de membres du gouvernement? Provient-il plutôt d'un gouvernement étranger, c'est-à-dire non nigérian? On se demande d'où ils obtiennent tout ce matériel que l'on voit en ligne et ces armes. Quelle est la source du financement qu'ils reçoivent?

C'est une question complexe. Hier, alors que je me préparais pour cette réunion, j'ai discuté avec mes cousins qui sont dans le village. Ils m'ont dit que ces fonds proviennent probablement des organisations étrangères qui exploitent l'or ou les ressources minérales que l'on a découverts dans le Nassarawa ou le Benue, par exemple. Ces entreprises donnent des fonds à ces éleveurs pour qu'ils fassent fuir les villageois.

Il y a beaucoup de ressources. Puis-je vous dire qui les appuie et comment ils obtiennent leurs ressources? Non, mais quelqu'un le fait; soit un gouvernement, soit une organisation.

• (1720)

Tamara Kronis: Je vais peut-être passer à un sujet plus positif.

J'ai vraiment adoré le temps que j'ai pu passer avec votre communauté. J'ai beaucoup appris. L'une des choses que j'ai remarquées, c'est que les Nigériens au Canada, de tous les horizons, sont souvent en mesure de mettre ces conflits de côté et de développer un esprit de camaraderie et un esprit communautaire.

Je me demande si cette expérience peut fournir des pistes de solution. Auriez-vous des conseils à donner à vos concitoyens qui ne sont pas ici sur la façon de favoriser la création d'une communauté?

Le président: Votre temps est écoulé, mais vous pouvez prendre quelques secondes pour répondre.

Mohammed Usman: Ceux qui connaissent les Nigériens savent que ce sont des gens très chaleureux qui aiment profiter de la vie. Ils aiment vivre pleinement. C'est ce que nous sommes. Peu importe notre tribu, notre religion, notre race ou notre origine. C'est ce que nous sommes.

Le message que j'adresse à mes concitoyens et à mon peuple est de garder la foi. Comme je l'ai dit, ma mère est chrétienne. J'ai grandi en allant à l'église. Mon père est musulman. Je suis allé à la mosquée. Je connais les deux religions. Gardez la foi. Nous prions. Nous espérons que tout ira pour le mieux.

Nos dirigeants n'ont jamais fait preuve d'un grand leadership. Nous n'avons jamais eu cette chance. Je suis né en 1985. Je m'y connais probablement un peu en politique. Nous n'avons jamais eu la chance d'avoir de grands dirigeants. Nous avons toujours souffert d'un manque de leadership et d'un mauvais gouvernement. C'est pour ces raisons que nous sommes dans cette situation aujourd'hui.

Le président: Merci.

Monsieur Zuberi, nous vous écoutons.

Sameer Zuberi: Monsieur Usman, vous étiez sur le point d'évoquer les acteurs qui appuient les différentes parties au Nigeria.

Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet, y compris en ce qui concerne les autres États? Qui alimente les conflits?

Mohammed Usman: Je vais citer l'un de nos anciens chefs d'État, M. Abacha. Il a déclaré que le gouvernement est au courant de tout conflit dans le pays qui dure plus de 24 heures. C'est ce qu'il a dit.

Honnêtement, je ne sais pas qui alimente ces conflits. C'est plus grave que ce qu'ils affirment. Ceux qui ont accès à ces armes ne sont pas de simples éleveurs, éleveurs de vaches ou gens choisis au hasard. On dirait qu'il s'agit de mercenaires. Ces personnes se sont entraînées. Elles sont commanditées parce que c'est stratégique.

Des gens m'appellent à 6 heures du matin pour me dire qu'un village entier a été pillé. Cela fait partie d'une stratégie, d'un plan. Il y a sûrement des pouvoirs ou des entreprises qui soutiennent ces personnes. Je ne connais pas leurs noms, mais les villages concernés ne sont certainement pas pris au hasard.

Sameer Zuberi: Pourquoi le gouvernement n'intervient-il pas alors que, comme vous l'avez mentionné, le Nigeria déploie des troupes ailleurs en Afrique? À votre avis, pourquoi le gouvernement n'intervient-il pas avec des troupes sur le terrain?

Mohammed Usman: C'est la question à un million de dollars. Je répète que si le Canada souhaite répondre à cette question, il doit demander des comptes au Nigeria.

Si le Canada demande au Nigeria pourquoi il ne s'attaque pas à ce problème, le gouvernement nigérian devrait être en mesure de fournir une réponse qui sera un peu satisfaisante, voire très satisfaisante, et qui permettra au gouvernement canadien de connaître le plan en place.

Sameer Zuberi: Je vais poser les deux mêmes questions à Mme Onubogu. Pourriez-vous nous en dire un peu plus au sujet de l'une ou l'autre de ces deux questions?

Oge Onubogu: La question que vous avez soulevée concernant la source du financement de ces réseaux offre au Canada et à la communauté internationale l'occasion de collaborer étroitement avec le Nigeria au chapitre du partage et de la collecte de renseignements.

C'est l'un des domaines — lorsque je parle de faiblesses dans les institutions nigérianes — dans lesquels nous constatons certaines faiblesses. Il faut collaborer avec les intervenants nigériens du domaine de la sécurité à l'échelle nationale, à l'échelle des États et à l'échelle locale pour réfléchir à la manière dont on peut recueillir des renseignements et y donner suite.

Outre la collaboration avec les organismes gouvernementaux, il est également possible de travailler avec des groupes de la société civile, comme des organisations religieuses et communautaires. Nous avons constaté que certaines d'entre elles ont obtenu d'excellents résultats, notamment en matière d'alerte précoce, de suivi et de compréhension de la situation avant que certains de ces conflits n'éclatent.

• (1725)

Sameer Zuberi: Je vais céder le reste de mes deux minutes à ma collègue, Mme Vandenbeld.

Anita Vandenbeld: Ma question s'adresse aussi à Mme Onubogu.

J'aimerais parler un peu plus en détail de ce à quoi ressemblerait la réconciliation à l'échelle locale — une question que vous avez tous abordée —, et plus précisément en ce qui concerne les combattants et leur réintégration afin de favoriser la réconciliation au sein des communautés.

Il y a également le rôle des femmes. Nous savons qu'il ne peut y avoir de paix durable sans la participation des femmes. Plutôt que d'être considérées comme de simples victimes, quel rôle les femmes peuvent-elles jouer dans la société civile pour aider à établir la paix à l'échelle locale?

Oge Onubogu: Je vais répondre à cette question en me fondant sur mon expérience pratique. Avant de rejoindre le Centre for Strategic and International Studies, j'ai travaillé pendant plus de 10 ans avec l'Institut américain pour la paix dans des communautés de la ceinture centrale, où nous nous concentrons précisément sur cette question. Dans le cadre de ce travail dans les communautés locales, nous avons entre autres constaté que les mères, en particulier, pouvaient percevoir rapidement les premiers signes indiquant que leurs fils ou leurs filles étaient en train d'être recrutés par des groupes extrémistes violents. Les femmes pouvaient former des réseaux d'alerte précoce et travailler en étroite collaboration avec les agents de sécurité locaux, qui étaient également en contact avec la force opérationnelle ou les forces militaires en place dans ces communautés.

Nous avons vu des communautés dans l'ensemble de la ceinture centrale unir leurs efforts. Nous avons vu des projets communautaires menés exclusivement par les communautés, dans de nombreux cas. Ils étaient en fait dirigés par les femmes de ces communautés. Un domaine important qui n'a même pas été évoqué au sujet de la ceinture centrale — en particulier dans certaines parties du Kaduna — est le rôle que les cheffes religieuses, tant chrétiennes que musulmanes, ont joué dans la mobilisation des communautés. Il existe des organisations et des réseaux de la société civile, chrétiens et musulmans, qui travaillent dans les communautés de l'ensemble de la ceinture centrale du Nigeria depuis des années et qui comprennent les conflits.

Une chose que j'essaie toujours de faire comprendre aux gens, c'est que bon nombre de ces conflits dans ces communautés sont prévisibles, car ces communautés ont réussi à créer...

Le président: Merci, madame Onubogu.

Monsieur Alexis Brunelle-Duceppe, vous disposez de quatre minutes.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Monsieur Usman, puisque je dispose de quatre minutes, j'aimerais vous donner deux minutes pour que vous puissiez nous dire quelque chose qui n'a pas déjà été dit.

Avez-vous quelque chose à ajouter au sujet de l'étude que nous faisons aujourd'hui?

[Traduction]

Mohammed Usman: Je vous remercie. Nous avons dit beaucoup de choses, et beaucoup de renseignements ont été présentés au sujet de ce qui se passe réellement au Nigeria.

Je tiens à souligner que nous ne devons pas simplifier à l'extrême ce qui s'y passe. Les chrétiens sont-ils persécutés au Nigeria? Absolument. Y a-t-il un problème plus grave au Nigeria? Oui, c'est le cas, et ce problème est l'insécurité; le Nigeria a besoin d'aide pour y remédier. Si nous sommes en mesure d'aider les Nigériens, qu'ils soient chrétiens, musulmans ou traditionalistes, le pays s'en sortira mieux.

Je suis heureux d'avoir l'occasion d'être ici. Je vous en suis reconnaissant. C'est la première fois que je témoigne en comité. Je me réjouis de pouvoir vous faire part de mon expérience et de mon histoire. Je suis ravi que le Canada aborde cette question et reconnaisse ce qui se passe au Nigeria, et qu'il soit prêt à aider. Ma communauté ne tient pas cela pour acquis. Nous vous en sommes sincèrement reconnaissants.

C'est tout ce que je peux ajouter. Merci.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Vous avez fait un superbe travail.

Madame Onubogu, je vous offre aussi l'occasion de nous parler de quelque chose qui n'a pas été dit.

Que souhaitez-vous ajouter? C'est le dernier tour de parole.

[Traduction]

Oge Onubogu: Je pense que tout a déjà été dit. Comme vous le savez tous, nous suivons également ces discussions aux États-Unis. Je participe à cette réunion depuis Washington, et je suis ravie que cette discussion ait également lieu au Canada. Elle mérite une solidarité internationale, compte tenu de l'importance du Nigeria et de la pertinence de ce pays. Afin de garantir une solution durable à la crise actuelle, cette question doit faire l'objet d'une solidarité internationale.

Je vous remercie.

● (1730)

Le président: Merci. Voilà qui met fin à notre réunion.

Monsieur Usman, c'était la première fois que vous témoigniez, et vous vous en êtes fort bien tiré.

Mohammed Usman: Merci.

Le président: Au nom du Comité, des députés et du personnel, je tiens à remercier nos témoins. Merci de votre présence, de votre temps et de vos réponses aux questions. Vos présentations ont été très instructives et ont éclairé ce comité. Merci beaucoup. Nous espérons que la situation s'améliorera au Nigeria.

Nous allons suspendre la séance pendant quelques minutes.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>